



Le journal L’Anecdote utilise un ton très dur contre Maurice Kamto

Dans sa livraison du jeudi 17 octobre, le journal d’Amougou Belinga se déchainé violemment sur Maurice Kamto, président national du mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC).

Le trihebdomadaire accuse ouvertement celui qui vient de passer 9 mois en prison pour avoir revendiqué sa victoire à l’issue du dernier scrutin présidentiel, de vouloir manipuler le peuple camerounais afin de se relacer politiquement.

237actu.com vous propose la lecture intégrale de cet article du journal L’Anecdote

Dans une interview diffusée le 16 octobre 2019 sur radio France internationale, le président du MRC tente une récupération à son compte de la crise anglophone avec au passage un tissu de mensonges maladroitement cousus de fil blanc sur le pouvoir de Yaoundé.

Les habitudes ont résolument la peau dure. Maurice Kamto, le second à l’élection présidentielle de 2018, semble résolument obstiné à manipuler le peuple camerounais et la communauté internationale. Attendu sur les accusations qui pèsent sur sa personne au sujet d’une lettre de reddition adressée au président de la République et signée de lui ainsi que de

certains membres du directoire du Mouvement pour la renaissance du Cameroun, l'ancien ministre délégué à la Justice opte plutôt pour le mensonge .et la manipulation.

Questionné sur les conclusions du GDN, l'homme affirme : « Le dialogue attendu n'a pas eu lieu ; fallait-il attendre près de 3000 morts, quelque 1 million de déplacés internes, près de 40 000 réfugiés au Nigeria, 300 villages rasés, trois années de scolarité perdues, le pan entier de l'économie effondré pour venir servir une solution qui est contenue dans la Constitution de 1996 ? Donc Il n'y a rien de nouveau. (...) Le débat attendu n'a pas eu lieu ». S'il est vrai que la crise sécuritaire dans le NOSO a fait des victimes, il est tout aussi vrai que la réalité des chiffres est bien au-delà des secrétions rhétoriques d'un politicien du dimanche, en panne de projet de société. Maurice Kamto devrait d'ailleurs, en aspirant à la gestion des affaires de la cité, présenter les sources chaudes ou froides de ses statistiques. D'autant plus, qu'en dehors du nombre d'années de rentrées scolaires manquées, le reste n'est que pure spéculation d'un esprit médiocre politique en quête de sensations.

L'on se serait attendu à le voir sur le terrain dans la partie anglophone du pays, que non ! Mais comme ce fut le cas avec les procès-verbaux, l'homme n'a rien. Aucun document, aucune preuve. Pis encore, aucune ONG de droits de l'homme n'a en effet donné ces chiffres de Kamto qui, à bien y regarder, participent de son appel de détresse de voir la communauté internationale intervenir au Cameroun. Expert en droit, celui qui revendiquait une victoire volée sait très bien qu'en cas de crise dans un état, le seuil critique pouvant provoquer une intervention étrangère est de 3000 morts. Pour se relancer politiquement au terme d'un projet de société vide de tout contenu, le leader du Mrc va tenter une récupération politicienne pernicieuse des actes des combattants sécessionnistes.

D'abord il appelle à une négociation directe avec les coordonnateurs de ces mouvements pour finalement se réjouir d'un rapprochement entre bagnards : « On partageait la même cour donc il aurait fallu être particulièrement impoli ou mal poli pour que à un moment ou à un autre on ne se dise pas bonjour. J'ai le sentiment profond que tant que le dialogue en vue du règlement des crises multiformes qui affectent notre pays pour le volet de la crise anglophone n'associe pas, n'implique pas les leaders des groupes armés séparatistes, fédéralistes directement dans les négociations, sur la forme de l'Etat, nous n'aurons pas la paix ou une paix durable dans ces deux régions. (...) C'est dans ce cadre-là que nous demandons la libération de Ayuk Tabe et les autres », déclare celui qui aujourd'hui voudrait exister à travers un combat dont il ne connaît ni le jeu encore moins les enjeux. Il en est de même du GDN auquel le Mrc a refusé de prendre part.

Toute critique ou prise de parole sur le sujet par un quelconque membre du Mrc relève dès lors de la pure affabulation, mieux de la prestidigitation sortie d'un imaginaire assez débordant. En attendant que celui qui dit n'avoir « eu de pourparlers avec personne » pour être sorti de prison en vienne peut-être à démontrer qu'il n'a signé de lettre d'excuses au pouvoir de Yaoundé.